



EQUI
POP.
ORG

2017
2018

Innovation

Toute nouvelle approche ou intervention pour le contexte visé,

- ▶ *impliquant la participation d'une pluralité de personnes et d'organisations, issues notamment de la société civile, de la sphère politique, de l'administration publique et de la recherche*
- ▶ *mise au point pour améliorer une situation ou résoudre un problème sociétal, après une analyse approfondie de l'environnement et des besoins*
- ▶ *portant les germes d'une transformation vers une société équitable et soutenable*
- ▶ *et qui a vocation à produire des changements systémiques et à être intégrée par les institutions, organisations ou communautés.*

Équilibres & Populations
www.equipop.org
info@equipop.org

Siège
6 rue de la Plaine
75020 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau Afrique de l'Ouest
09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : (+226) 25 40 88 02

Édito

Ces derniers mois, plus que jamais, Équipes & Populations a placé l'innovation au cœur de ses réflexions et de son action, se dotant de nouvelles compétences et de nouvelles approches. Un pôle innovation et accompagnement a vu le jour et l'ensemble des équipes s'est familiarisé avec des méthodologies comme le Design Thinking. Un dispositif, Equipop Lab, a été mis en place pour mieux accompagner nos vingt et un partenaires d'Afrique de l'Ouest dans la création et la mise en œuvre de projets de mobilisation politique et sociale qui feront la différence. Au-delà des discours d'expert·e·s et d'une injonction à innover, il s'agit pour notre structure et ses partenaires de se donner les moyens de répondre de manière toujours plus pertinente à notre mission : améliorer les conditions de vie et le statut des femmes et des filles dans le monde.

Nous pensons que l'innovation se construit en réinvestissant les convictions qui ont toujours guidé notre travail : accorder un plus grand crédit aux sciences sociales et humaines, promouvoir l'interdisciplinarité, construire des solutions impliquant tout à la fois les secteurs public, privé, associatif, la recherche et les individus eux-mêmes, prendre en compte les ressources et contraintes de chaque territoire et lier les différentes échelles spatiales - internationale, nationale, régionale et locale. Cette vision de l'innovation nécessite de réinterroger les modes opératoires du développement, ainsi que les canaux de financement actuels. Le développement est un univers complexe, comptant une pluralité d'acteurs et d'actrices. Le rôle et les ressources accordées aux populations, au nom de qui les politiques, programmes et projets sont conduits, ainsi que les associations locales, qui sont au contact avec elles, doivent être revus, tout comme les modalités de partenariat.

Nous savons maintenant que pour être efficaces les partenariats doivent être souples, participer à la capacitation de toutes les parties-prenantes, s'inscrire sur le long terme, permettre le travail collectif et l'établissement d'un climat de confiance et d'écoute mutuelle. Les femmes et les jeunes doivent pouvoir contribuer pleinement à ce travail. Notre vision de l'innovation correspond ainsi à une voie de « transformation » vers une société plus équitable, plus durable, une façon de faire émerger de nouveaux modèles de développement.

L'environnement institutionnel, au plus haut niveau, est-il prêt à ces changements ? Des signes favorables ont été envoyés, si on en croit le déroulement du dernier G7. En effet, pour la première fois depuis sa création en 1975, le G7 s'est ouvert aux femmes. Un Conseil consultatif sur l'égalité entre les femmes et les hommes, composé de 20 femmes et d'un homme a ainsi contribué à ce que l'égalité des sexes soient intégrée dans l'ensemble des thèmes, des activités et des résultats de la présidence canadienne du G7. Voilà de quoi nourrir l'espoir, même si nous savons que le chemin sera long et exigeant.

Aurélie Gal-Régniez, *directrice exécutive*

Alain Marié, *président*

2017 en bref

Impulser

Utiliser la télévision au service du changement social : Equipop s'engage au **Sénégal** auprès de son partenaire RAES dans deux projets d'éducation par le divertissement qui verront la poursuite de la série « C'est la vie ! » et la création d'une nouvelle série « Bruits de Tambours » traitant des sujets de citoyenneté.

Promouvoir l'abandon des Mutilations Sexuelles Féminines et des mariages précoces :

Equipop et l'AMSOPT sont rejointes par SOS/JD pour un nouveau projet *Protéger les Prochaines Générations*, qui vise à appuyer un plaidoyer porté par les jeunes au **Mali** en faveur d'une loi interdisant la pratique de l'excision et la sensibilisation des villages de la région de l'Est au **Burkina Faso**.

Renforcer le leadership des jeunes et adolescent-e-s :

dans le cadre du projet Jades Equipop forme et accompagne des jeunes au **Mali** et au **Niger** pour qu'ils et elles prennent pleinement part à la recherche de solutions en matière de droits et santé sexuels et reproductifs et de lutte contre le VIH.

Mobiliser

Influencer la diplomatie française : aboutissement du plaidoyer international d'Equipop, Marlène Schiappa - Secrétaire d'Etat chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes - positionne la France parmi les pays leaders de la défense des droits des femmes et annonce des financements pour les DSSR lors de la 62^e Commission sur le statut des femmes aux Nations unies à **New-York**.

Orienter l'aide publique au développement : la **France** fait de la santé, de l'égalité femmes-hommes et de l'éducation, trois des cinq priorités de sa politique de développement suite à un plaidoyer conduit par Equipop et ses partenaires.

Engager les communes : suite au plaidoyer d'Equipop, 60 maires de la sous-région réuni-e-s au **Burkina-Faso** par l'ONG réaffirment leur engagement pour la promotion de la planification familiale dans leurs communes respectives.

Amplifier la voix des champion-ne-s : à travers la campagne Génération PF, Equipop a collecté les témoignages de celles et ceux qui s'engagent au quotidien pour la promotion des DSSR et en particulier de l'accès à la contraception en **Afrique de l'Ouest**.
(<http://generationpf.equipop.org>)

Accompagner

Favoriser l'innovation : Equipop met au point son nouveau dispositif d'incubation de projets collaboratifs et innovants - l'Equipop Lab - qui s'appuie sur la méthodologie du Design thinking.

Accompagner les OSC ouest-africaines à la mobilisation de nouvelles ressources :

ce sont plus de 3 millions d'euros qui ont été obtenus individuellement ou collectivement par les 21 membres d'Alliance Droits et Santé avec l'appui d'Equipop au terme du projet *Mobiliser en faveur des DSSR, une Alliance pour les femmes et les filles d'Afrique de l'Ouest*.

Collaborer avec les agences des Nations unies :

à la demande de l'UNFPA, Equipop apporte son expertise pour renforcer les actions en faveur des jeunes et adolescent-e-s dans les projets « Muskoka » : édition de factsheets pays ou thématiques, co-organisation d'un colloque multi-agences et multipays, accompagnement de pays volontaires pour opérationnaliser les recommandations et faire émerger des actions à haut potentiel.

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs et actrices sur le terrain, Équilibres & Populations impulse des dynamiques de changement social au plus près des populations.

page 8

02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.

page 18

03

Accompagner

Équilibres & Populations accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

page 28

04

Mieux connaître Equipop

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

page 40

Autonomisation des femmes et contraception : l'Afrique de l'Ouest en action(s) !

Exposition photographique



Décider d'avoir des enfants ou non, combien et à quel moment, constitue un droit fondamental et un élément-clé de la vie humaine, tout particulièrement pour les femmes et les filles. Et quand cette possibilité est effective, cela a des répercussions sur des millions de destins individuels mais aussi sur la société tout entière : chacun-e a davantage de chances d'avoir accès à l'éducation et au travail, et de s'épanouir et de participer pleinement à l'épanouissement de sa famille et de sa communauté.

Cette équation a été bien comprise en Afrique de l'Ouest. Malgré certains obstacles sociaux et des financements encore modestes, de nombreuses actions sont aujourd'hui conduites pour améliorer l'accès à la contraception. Et plus largement, ce sont l'ensemble des droits sexuels et reproductifs qui sont promus : se maintenir en bonne santé, vivre une sexualité sans violence, choisir sa conjointe ou son conjoint, construire une famille.

Aujourd'hui, en Afrique de l'Ouest, dans les écoles comme dans les centres de santé, dans les villages comme au niveau des pays, de nombreuses initiatives participent à la promotion des droits sexuels et reproductifs, à l'accès des femmes à la contraception et à leur autonomisation. Diffuser l'information, faciliter le dialogue, déconstruire les stéréotypes, développer le leadership des adolescentes, lutter contre les ruptures de stocks, former le personnel médical, renforcer la qualité des services et leur accessibilité, promouvoir l'application des lois et la coordination entre les différentes organisations : autant d'actions qui, progressivement, changent la donne. Équilibres & Populations est fière d'appartenir à cet écosystème et d'apporter sa contribution à nombreuses de ces initiatives!

Ces photos sont extraites d'une exposition itinérante disponible auprès d'Equipop sur demande.



Impulser

En partenariat avec des acteurs et actrices sur le terrain, Équilibres & Populations impulse des dynamiques de changement social au plus près des populations.







La délégation des tâches : une approche pour répondre aux besoins contraceptifs des femmes burkinabè

330 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes : les femmes burkinabè continuent à payer un lourd tribut à la maternité. Dans un contexte d'insuffisance de personnel de santé qualifié pour offrir des services de planification familiale de qualité, le pays est aussi caractérisé par une faible prévalence contraceptive (15%) et un fort taux de besoins non satisfaits (24%).¹ Equipop promeut depuis 2010 la délégation des tâches au Burkina et est impliquée depuis 2 ans dans la mise en œuvre d'un projet pilote dans deux districts du Burkina Faso.

QU'EST-CE QUE LA DÉLÉGATION DES TÂCHES ?

La délégation des tâches (DT) est une stratégie à haut impact pour améliorer l'accès à la planification familiale (PF), qui se développe depuis une trentaine d'années et montre des résultats encourageants. Elle est reconnue par l'OMS² comme efficace, sécurisée et acceptable dans des pays où le système de santé est limité à la fois en ressources humaines qualifiées et où les services sont peu accessibles. Concrètement, elle permet à des catégories supplémentaires d'agent·e·s de santé de fournir des services de PF, par le biais d'une formation, et donc d'offrir à plus de femmes les services contraceptifs qu'elles souhaitent.

L'APPUI D'EQUIPOP À LA MOBILISATION POLITIQUE ET DE RESSOURCES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DT

Dès 2010, Equipop s'est investie en faveur de la DT en accompagnant, dans un plaidoyer auprès du gouvernement et des décideur·e·s sanitaires, des acteurs et actrices burkinabè convaincu·e·s du potentiel de cette stratégie pour lutter contre la mortalité maternelle. Il aura fallu 4 ans pour qu'un protocole autorisant l'expérimentation de la DT au Burkina soit signé entre le ministère de la Santé et Equipop. En juillet 2015, à la suite de nombreuses concertations et d'un atelier multi-acteurs, le Burkina s'est doté d'un document national et formalise un projet pour tester la mise en œuvre de la délégation de certaines tâches de PF avec l'appui d'Equipop. Il s'agit, après formation et sous supervision, d'autoriser l'administration de méthodes de contraception de longue durée (DIU, implants) par les agent·e·s de première ligne (APL)³, actes incombant jusqu'alors uniquement aux médecins, infirmier·e·s d'État et sages-femmes et de la pilule initiale et des injectables par les agent·e·s de santé à base communautaires (ASBC).

UN OBJECTIF CLAIR ET AMBITIEUX : L'EXPÉRIMENTATION DE LA DT AU BURKINA

Le projet pilote (2016 - 2018) a concerné 17 centres de santé et de promotion sociale dans le district sanitaire de Tougan et 8 dans le district sanitaire de Dandé. Sous l'égide du Ministère de la Santé du Burkina Faso, à travers la Direction de la Santé et de la Famille (DSF). Il a réuni en consortium et impliqué 3 organisations avec des responsabilités précises : MSI-BF pour le volet formation des agent·e·s de première ligne pour l'offre de méthodes de longue durée d'action dans les centres de formation sanitaire, ABBEF pour le volet communautaire à travers la formation des agent·e·s de santé à base communautaire pour l'initiation des pilules et l'administration des injectables, dont Sayana Press, et Equipop pour le volet plaidoyer et capitalisation. Les premières évaluations montrent une forte augmentation des moyens de contraception modernes notamment par de nouvelles utilisatrices dont de nombreuses jeunes filles et jeunes femmes et ne révèlent aucun incident majeur déclaré dans les zones d'intervention.

CAPITALISATION DES PROCESSUS DE CHANGEMENT POUR FAVORISER L'APPRENTISSAGE, LA QUALITÉ ET LE PASSAGE À L'ÉCHELLE

Focus group, entretien semi-directif, carte mentale, jeu de rôle, analyse des pratiques professionnelles... À chaque étape du projet et avec chacune des parties prenantes (APL et ASBC, médecins, superviseurs et usagères), tout a été déployé pour favoriser la parole et les échanges mais aussi pour transformer ces espaces en véritables fabriques à connaissances. « Avec les ateliers Equipop, j'apprends grâce aux expériences des autres et ça me permet de me rappeler aussi de choses de la formation que j'avais oublié. » (APL, 2017).

Le dispositif de capitalisation mis en place pour recueillir et analyser l'expérience des acteurs et actrices a permis de faciliter l'apprentissage continu, d'identifier les bonnes pratiques ainsi que les efforts à poursuivre pour garantir des services de qualité. « Je

maîtrise parfaitement les gestes cliniques pour l'insertion de dispositifs intra-utérin et la pose des implants. » témoigne une APL. Du côté des ASBC, c'est en matière de counselling que des progrès sont soulignés. *« Avant je ne connaissais pas bien les étapes du counselling, mais avec le projet Délégation des Tâches, j'ai bien appris. »*. Enfin, la confidentialité est une préoccupation partagée et garantie par cette ASBC *« Même si le mari de la dame venait me demander de quoi nous avons parlé, j'userais de ruse comme font les APL dans les centres de santé. »*.



En plus de pouvoir offrir plus de services de PF de qualité, les agent-e-s ont développé des stratégies pour contribuer à instaurer un environnement favorable à la PF en trouvant des réponses à des situations complexes. *« J'avais reçu un mari en colère après l'insertion d'un implant à son épouse. Aussi, j'ai fait appel à l'ASBC du village où il résidait qui a mobilisé une personne ressource du village et ensemble ils ont réussi à convaincre le mari. »* témoigne une APL.

Aujourd'hui, la société civile et les autorités en charge de la santé sont unanimes : la délégation des tâches est faisable au Burkina. Le processus de révision des politiques, normes et protocoles pour autoriser le passage à l'échelle de la DT est lancé. Equipop prendra pleinement sa part dans ces réalisations, afin de contribuer à faciliter l'accès à des services de PF de qualité pour les femmes et les filles du Burkina Faso.

• Que fait Equipop ?

Levée des barrières institutionnelles à la mise en œuvre de la délégation des tâches, mobilisation des ressources, accompagnement de la direction de la Santé de la Famille dans l'élaboration de documents (projets, révision des normes et protocole), capitalisation de l'expérience et élaboration de recommandation pour le passage à l'échelle.

• Pour qui ?

230 agent-e-s de santé à base communautaires et 80 infirmier-e-s breveté-e-s et accoucheuses auxiliaires et brevetées du secteur public, de nombreuses femmes et filles des districts sanitaires de Dandé et Tougan.

• Pourquoi ?

Rendre plus accessibles les moyens de contraception aux femmes et aux filles qui le désirent, aussi éloignées des centres de santé qu'elles puissent être, afin de leur permettre de réaliser des choix essentiels pour elles et pour leur famille.

1. Enquêtes démographique et de santé du Burkina Faso, 2010

2. http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/84202/9789242504842_fre.pdf?sequence=1.

Recommandations de l'OMS 2013, portant sur l'optimisation des rôles du personnel de santé, par la délégation des tâches pour améliorer l'accès aux interventions de santé maternelle et néonatale.

3. Accoucheuses brevetées et auxiliaires, infirmiers-ières breveté-e-s, agent-e-s itinérant-e-s de santé

Ky André Yoland, engagé pour le passage à l'échelle de la délégation des tâches au Burkina Faso

Ky André Yoland, est
Directeur de la Santé
et de la Famille au
ministère de la Santé
du Burkina Faso.



Vous avez été un partenaire clé dans la mise en œuvre du projet Délégation des tâches (DT), pourquoi le choix de ces deux régions ? Et quelle a été la part de la contribution de la DSF dans la mise en œuvre du projet DT ?

Il y a quelques années, nous avons élaboré un plan national de relance de la planification familiale (2013-2015). Ce plan visait à catégoriser les régions qui avaient de fortes potentialités pour le recrutement de nouvelles utilisatrices de méthodes modernes de planification familiale. Les districts de Dandé et de Tougan ont été enregistrés comme deux districts à haute potentialité. C'est l'une des raisons fondamentales qui a motivé le choix de ces deux districts pour initier l'expérimentation du projet de délégation des tâches. L'aspect original de cette délégation des tâches (DT) est que nous donnons la possibilité aux agent·e·s de première ligne d'offrir des méthodes de longue durée tels le dispositif intra-utérin (DIU) et l'implant, et aux agent·e·s de santé communautaire d'offrir des contraceptifs oraux et d'administrer Sayana Press. Ceci permet de rapprocher l'offre des méthodes contraceptives des populations en termes de disponibilité dans le temps et dans l'espace. La direction de la santé de la famille (DSF), étant la direction technique du ministère de la Santé sur les questions de la santé de la mère et de l'enfant, est impliquée dans l'initiation et l'approbation des normes, le déroulement du processus, l'accompagnement des acteurs et actrices au niveau de la mise en œuvre du projet de délégation des tâches.

Le ministère de la Santé a entrepris la révision des protocoles, normes et politiques en santé de la reproduction, pouvons-nous s'attendre à l'intégration de la DT et son passage à l'échelle ?

Nous ambitionnons d'élaborer un plan de passage à l'échelle de la délégation des tâches. Nous révisons actuellement notre document de PNP (politiques - normes - protocoles) en matière de santé de reproduction dans lequel la délégation des tâches occupe une place de choix. Ce document normatif permettra de faciliter le passage à l'échelle du projet de la délégation des tâches conformément à la feuille de route déjà établie.

Quel message avez-vous à lancer à l'endroit des acteurs et actrices de la PF de façon globale et en particulier à celles et ceux qui ont porté le projet à vos côtés tout au long de sa mise en œuvre sur le terrain ?

Je tiens à féliciter les partenaires de mise en œuvre de ce projet. Chaque partenaire avait un mandat : MSI et ABBF pour la fourniture de méthodes de planification familiale, Équilibres & Populations pour le plaidoyer et la capitalisation des bonnes pratiques, FHI360 pour l'évaluation. Ce sont des partenaires essentiels et qui ont accompagné le ministère de la Santé tout au long du processus. Et vu qu'on ne change pas une équipe qui gagne, l'idée est de poursuivre avec eux quitte à les renforcer. Je voudrais leur dire des mots d'encouragement, de félicitation, de remerciements, de satisfaction et d'appel à remplir les objectifs que nous nous sommes fixés pour le passage à l'échelle.



La communication et la culture pour accompagner le changement social

Soutien au théâtre-forum, organisation de débats publics ou de concours d'éloquence, utilisation de la bande-dessinée et de la photographie, promotion des causeries villageoises, production de webdocumentaires ou d'émissions avec les radios communautaires : depuis de nombreuses années, Equipop place la communication pour le développement (C4D) au cœur de son action.

Depuis 2017, cette approche a pris une nouvelle dimension pour Equipop à travers deux axes : promouvoir les voix de ses partenaires africains sur le web et soutenir les potentialités de l'edutainment grâce à un partenariat stratégique avec l'association sénégalaise RAES.

C4D : DE QUOI S'AGIT-IL ?

L'acronyme C4D correspond à l'anglais Communication for Development et recouvre différentes approches. Pour Equipop, c'est avant tout un puissant levier d'influence sociale et politique qui doit favoriser la circulation d'une information juste, l'émergence d'un dialogue ouvert, l'expression et la participation des acteurs et actrices locaux et le développement de leurs capacités. Les outils et méthodes mobilisés peuvent aller de la communication interpersonnelle aux médias communautaires en passant par les technologies modernes de l'information.

La communication pour le développement permet de

- Faciliter l'accès aux connaissances
- Nourrir les débats et le dialogue social
 - Faire entendre la voix des acteurs et actrices locaux
 - Rendre plus fort (empower)

dans le but d'avoir une influence sociale et politique.

LA C4D AU CŒUR DES ACTIONS D'EQUIPOP ET DE SES PARTENAIRES

En 2000, Equipop publiait la bande-dessinée « À l'ombre du Baobab » en collaboration avec une trentaine d'artistes d'Afrique francophone dans le but de promouvoir les droits à l'éducation et à la santé. Deux ans plus tard, elle était présentée sous forme d'exposition au festival international de la bande-dessinée

d'Angoulême, avant d'entamer une itinérance de trois ans dans six pays d'Afrique, animée par des associations et artistes locaux. Fidèle à la conviction que la communication est indispensable pour soutenir tout changement social de long terme, Equipop a continué, à travers le temps, à promouvoir cette approche. En 2017, elle poursuit ce travail en facilitant l'expression de ses partenaires africains sur le web et en explorant les potentialités de l'Edutainment aux côtés de RAES.

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES ACTEURS ET ACTRICES DU CHANGEMENT SUR LE WEB

Un des objectifs de la C4D est de faire entendre la voix des acteurs et actrices locaux et de favoriser leur implication dans le dialogue national. C'est ce à quoi Equipop s'est employée ces derniers mois en recueillant les témoignages de celles et ceux qui font bouger les lignes en Afrique de l'Ouest en matière d'accès à la contraception et de promotion des Droits et Santé Sexuels et Reproductifs (DSSR). Réunis sur le site de la campagne « Génération PF : Ensemble choisissons l'avenir ! », ces témoignages sont diffusés sur les réseaux sociaux. Equipop a d'ailleurs apporté un soutien technique et financier aux associations membres du réseau Alliance Droits et Santé afin qu'elles développent leur présence sur les réseaux sociaux. Plusieurs d'entre elles se sont approprié ces nouveaux outils (Facebook, Twitter, Instagram ou encore LinkedIn) et les utilisent pour diffuser leurs messages et donner de la visibilité à leurs actions.

LE POUVOIR DE L'ÉDUCATION PAR LE DIVERTISSEMENT

L'éducation par le divertissement ou edutainment, s'appuie sur la force de diffusion des médias de masse, pour inciter au changement de comportement et nourrir le dialogue social. Une série télévisée peut ainsi être suivie par des millions de personnes, remettant en cause certaines idées reçues, questionnant des tabous, touchant émotionnellement les individus. Des séries comme Shuga au Nigéria

ou Soul City en Afrique du Sud ont démontré leur impact en matière de lutte contre le VIH/sida. Le RAES, association sénégalaise, partenaire d'Equipop et membre d'Alliance Droits et Santé, s'est lancée dans l'aventure en produisant la série « C'est la vie ! » sur la santé, l'éducation et les droits et bientôt sortira la série « Bruits de Tambours » autour de la thématique de la citoyenneté. Equipop a décidé de s'associer à ces projets en participant au processus de conception des scénarios, en apportant son expertise sur les sujets traités. L'objectif est que les histoires développées soient les plus pertinentes possibles, en mobilisant des ressources pour le développement de l'écosystème web autour des séries et en favorisant l'appropriation communautaire des messages.



C'est la vie !

Accès à la contraception, avortement, violences conjugales, mariage précoces, mutilations sexuelles féminines : les aventures qui se déroulent au centre de santé du quartier imaginaire de Ratanga permettent d'aborder de nombreux sujets, y compris les plus tabous. Mise à disposition des chaînes nationales gratuitement et diffusée sur TV5 Monde, la série *C'est la vie !* comptabilise ainsi plus de 44 millions de téléspectateurs.

• **Que fait Equipop ?**

Formation des associations locales à l'utilisation des réseaux sociaux et à la communication digitale, création de campagnes web, mobilisation des ressources pour des projets d'Edutainment, participation à l'écriture des contenus radio et télé, accompagnement des acteurs et actrices locaux à la conception et à la conduite d'activités de communication pour le développement.

• **Pour qui ?**

Les 21 associations membres d'Alliance Droits et Santé formées, et pour l'ONG sénégalaise RAES avec qui Equipop mobilise des ressources et contribue à la production de contenu. In fine pour l'ensemble des citoyens et des citoyennes, en particulier les jeunes.

• **Pourquoi ?**

Parce que faciliter l'accès à l'information et à la connaissance, impulser des débats et remettre en cause les stéréotypes, encourager la prise de parole de ceux et celles qui y ont peu accès, mobiliser et donner envie d'agir constituent des leviers puissants pour améliorer la condition et le statut des femmes et des filles dans le monde.

TÉMOIGNAGE

Mbathio Diaw Ndiaye, au cœur de la communication pour le développement

Pouvez-vous nous présenter le Réseau Africain pour l'Éducation et la Santé ?

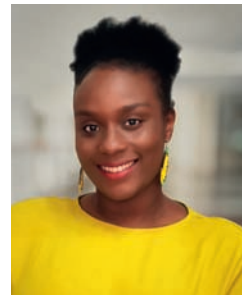
Le RAES est une ONG sénégalaise créée en 2004 avec l'objectif d'utiliser les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et les médias pour communiquer et sensibiliser sur les questions de santé. Depuis 2005, le RAES a développé différentes approches pour utiliser au mieux les TIC et médias, prendre en compte et intégrer les besoins des communautés dans la formulation de ses messages et outils. Nous travaillons avec les partenaires de la société civile et étatique, pour réfléchir à la manière la plus adaptée de faire passer les messages en fonction de la zone concernée, de la cible et de ses attentes.

Dans le passé, nous avons créé des fictions radiophoniques dans une démarche de création de contenus de qualité, et d'éducation par le divertissement. En 2012, nous nous sommes rendus compte que la télévision avait dépassé la radio en termes d'écoute dans les foyers urbains. Les gens regardent des séries étrangères qui ne concernent pas nos sujets. Nous avons du coup commencé à utiliser la télévision, et avons conçu des campagnes de communication et utilisé l'éducation par la communication sur tous les médias : la radio, la télévision, mais aussi le digital.

Comment qualifieriez-vous le partenariat entre RAES et Equipop ?

Je pense que nos organisations sont complémentaires : d'un côté RAES qui est spécialisée dans le testing, la prise en compte des besoins des communautés et qui fournit à Equipop des outils pour mener ses activités de mobilisation sociale et politique et de l'autre, Equipop qui vient en appui pour valoriser

Engagée depuis des années pour l'égalité entre les femmes et les hommes, Mbathio Diaw Ndiaye est directrice exécutive de RAES.



nos compétences et la dissémination de nos outils. Notre partenariat a beaucoup évolué au fil du temps : d'abord partenaires dans le cadre d'Alliance Droits et Santé, nous mettons aujourd'hui en oeuvre des projets de très grande envergure.

Quelle est la valeur ajoutée qu'Equipop et le RAES peuvent apporter ensemble au développement en Afrique de l'Ouest ?

En montant ensemble des projets, en mettant en oeuvre des stratégies qui intègrent les attentes, les besoins et la réalité du terrain à partir de l'expérience du RAES et de l'expertise d'Equipop sur la mobilisation politique et sociale, nous amenons les communautés à mieux exprimer leurs besoins, notamment sur les réseaux sociaux. Nous leur permettons de savoir comment s'adresser aux responsables afin que les personnes qui ont le pouvoir de faire bouger les choses connaissent les besoins et intérêts des communautés. Au niveau local, nous pouvons amener les gens à mieux s'organiser, à mieux faire circuler l'information, à faire remonter leurs attentes et nous pouvons apprendre aux responsables politiques à les prendre en compte et à mieux les intégrer dans les politiques. Au niveau régional et de manière générale, montrer le partenariat fort entre Equipop et le RAES permet aux bailleurs de fonds de voir que des alliances se créent, qu'elles prennent en compte les besoins et que ça marche. Le développement, c'est aussi financer des structures qui se complètent pour agir ensemble directement sur le terrain. Renforcer les membres d'Alliance Droits et Santé dans la mise en oeuvre de leurs activités permet de donner aux bailleurs de fonds une image de ce qu'est la collaboration en Afrique de l'Ouest.

02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.





Réaffirmer la place des DSSR dans le nouveau contexte politique français

En mai 2017, avec l'élection présidentielle, le paysage politique français a connu un grand bouleversement. Pour Equipop, l'enjeu de cette année de plaidoyer en France était donc de s'assurer que les thématiques portées par le précédent gouvernement ne disparaissent pas de l'agenda. Equipop a œuvré à deux niveaux : plaidoyer politique vis-à-vis de l'exécutif et, à un niveau plus technique, contribution aux processus institutionnels.

La France étant un partenaire stratégique pour les Etats d'Afrique de l'Ouest, de par son aide publique au développement et la voix qu'elle porte sur la scène diplomatique, Equipop s'attache depuis sa création à porter des messages de plaidoyer auprès des responsables politiques français·e-s. Il y a un an, le quinquennat de François Hollande s'achevait sur le « Serment de Paris » pour les droits des femmes, avec des avancées notables en termes de visibilité des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR) mais une arrivée à échéance de la stratégie « genre et développement ».

Afin d'assurer une continuité, la première étape consistait à sensibiliser les membres du nouvel exécutif. Début septembre 2017, dès la première réunion du quinquennat avec les ONG, Equipop a interpellé Emmanuel Macron sur la défense des droits des femmes à l'international. Le président de la République avait alors affirmé en faire une priorité – un engagement à caractère général qu'il s'agissait ensuite de préciser. Equipop a donc poursuivi cette démarche de sensibilisation tout au long de l'automne en s'appuyant sur la publication d'un document de positionnement intitulé « *Maximiser l'impact de l'engagement français au Sahel : le levier des DSSR* ».

GENRE, SANTÉ ET ÉDUCATION, TROIS PRIORITÉS INSTITUTIONNALISÉES

Le 28 novembre 2017, à Ouagadougou, le président français prononçait son premier grand discours sur les relations entre l'Afrique et la France. Après la polémique qu'il avait créée en évoquant le nombre d'enfants par femmes en Afrique de l'Ouest en juillet lors du G20, il était attendu au tournant à la fois par la population burkinabè et les spécialistes de l'aide au développement française. Et, de fait, les mots d'Emmanuel Macron ont démontré que la vision française avait évolué vers une approche plus centrée sur les droits des individus, en particulier sur la liberté des jeunes filles de choisir leur destin.

“ Je veux le choix pour une jeune fille de pouvoir, si elle le souhaite, continuer ses études [...], de ne pas être mariée à 13 ans ou à 14 ans et commencer à faire des enfants [...]. Nous devons avoir ce débat responsable, fort, celui de la liberté du choix, celui qui va avec la démocratie. ”

Emmanuel Macron

Président de la République française

Début 2018, Equipop, notamment à travers son siège au Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale (CNDSI), a œuvré avec la société civile à ce que l'impulsion présidentielle se retrouve clairement dans les processus institutionnels. Le 8 février 2018, le relevé de conclusions du premier comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du quinquennat a fait de la santé, de l'égalité de genre et de l'éducation, trois des cinq priorités du gouvernement. Son préambule mentionne l'importance de la mobilisation de la jeunesse, en France comme en Afrique. L'objectif principal de cette première année de plaidoyer était par conséquent rempli.

Celui des quatre années suivantes concerne évidemment la mise en œuvre de ces priorités. Dès la fin 2017, Equipop a souhaité insister sur ce volet, en initiant un large mouvement de la société civile autour d'une conférence tenue au CESE, et un appel, « *Pour faire avancer l'égalité femmes-hommes, la France doit investir dans les droits sexuels et reproductifs* », signé par 250 organisations. Début 2018, Equipop a également participé à trois auditions d'une mission d'information parlementaire qui a formulé 100 recommandations à destination du gouvernement « pour une diplomatie féministe ».

Enfin, après avoir constamment prôné la reconduction de la stratégie « Genre et Développement 2013-2017 », Equipop a contribué à la nouvelle stratégie. Présentée le 8 mars 2018, la « *Stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2018-2022)* » contient de nombreuses améliorations par rapport aux deux précédentes versions. La vision apparaît plus précise, les indicateurs plus concrets. Autre avancée : cette stratégie 2018-2022 s'étend à l'ensemble de la politique étrangère française et non plus au seul champ de la politique de développement.

• Que fait Equipop ?

Suivi des engagements politiques et financiers, co-construction des politiques et programmes gouvernementaux, information des parlementaires, contribution aux processus onusiens.

• Pour qui ?

Les responsables en France, en Europe et dans le monde, et in fine pour toutes les filles et les femmes qui bénéficient des programmes de développement nationaux et internationaux.

• Pourquoi ?

Parce qu'orienter les politiques et assurer des financements, c'est permettre aux femmes de choisir leur vie et c'est une des clés du développement de nos sociétés.



Les DSSR dans les stratégies et publications françaises

• Stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2018-2022)

Face à cette situation, la France agit pour l'accès universel à des soins de qualité et pour les droits sexuels ou reproductifs, qui conditionnent et renforcent l'exercice des autres droits fondamentaux, et permettent de prémunir les femmes du cycle de pauvreté. La présente stratégie s'articule avec la stratégie de la France en matière de population et de droits sexuels et reproductifs pour la période 2016-2020, visant à l'amélioration des cadres normatifs en matière de droits sexuels et reproductifs, à la hausse des taux de prévalence contraceptive, à un accès renforcé des jeunes et des adolescents à des services de santé sexuelle et reproductive adaptés et à l'élimination des pratiques néfastes, y compris les mariages précoces.

• Relevé de conclusions du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 8 février 2018

1. La France est pleinement engagée dans la mise en œuvre de l'ensemble des ODD et de l'Accord de Paris. Elle développera son action dans quelques secteurs où elle a une forte valeur ajoutée - les zones en crise, l'éducation, le climat, l'égalité femmes/hommes, ainsi que la santé - en cohérence avec les orientations fixées par le Président de la République.

4.5. Systématiser la prise en compte de l'autonomisation des filles et des femmes en favorisant leur accès à l'éducation, à l'emploi et à l'entrepreneuriat, et en améliorant les conditions de sécurité à l'école et au travail.

• Rapport d'information déposé par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la place des droits des femmes dans la diplomatie française (4 avril 2018)

Droits sexuels et reproductifs : ne pas reculer

Facteur de stabilité et d'autonomisation des femmes, l'accès universel aux droits sexuels et reproductifs est la condition sine qua non de la réduction drastique des inégalités entre les femmes et les hommes.

Il convient de continuer de :

- [...] adopter et promouvoir des programmes dédiés aux jeunes adolescent.e.s. et promouvoir l'éducation sexuelle à l'école ;
- appuyer les mouvements et actions de la société civile dans leurs revendications pour faciliter l'accès aux droits sexuels et reproductifs quand leurs gouvernements s'y opposent ;
- renforcer et renouveler les financements apportés par la France à des organisations internationales ou programmes luttant contre les violences faites aux femmes et pour l'universalité et l'équité des droits sexuels et reproductifs (AFD, UNICEF, FNUAP) ;
- [...] appuyer les politiques publiques et actions locales mises en œuvre dans certains pays contre la mortalité maternelle et infantiles liées à des grossesses précoces, et contre les mariages précoces ;
- soutenir des campagnes de sensibilisation au rôle des hommes dans la planification familiale, la santé prénatale, maternelle, infantile, et dans la contraception ;
- mener des actions spécifiques de lutte contre l'excision et de prise en charge des victimes.



Afrique de l'Ouest : les jeunes et l'approche décentralisée au centre du plaidoyer

En 2017, le plaidoyer porté par Equipop qui cherche à lier tous les niveaux du local au global, a particulièrement travaillé sur deux priorités : la prise en compte des jeunes, et l'approche décentralisée.

Dans six pays d'Afrique de l'Ouest, Equipop et ses partenaires de la société civile se mobilisent pour que les politiques publiques s'orientent vers la santé et les droits des femmes et des filles, et que des budgets significatifs soient sécurisés. Indéniablement, les choses bougent et des engagements sont pris, comme par exemple par l'intermédiaire du ministre de la Santé burkinabè, le Professeur Nicolas Meda, au nom des Etats membres du Partenariat de Ouagadougou pour la planification familiale au sommet FP2020 à Londres.

“ Nous avons 3 engagements principaux : politique en affirmant que la planification familiale est un droit humain (...), financier en nous engageant à augmenter le budget soutenant les programmes de planification familiale de 10% par an par pays jusqu'en 2020 et programmatique avec notamment (...) le développement de la délégation des tâches et l'augmentation de la qualité des services dans les pays. ”

Professeur Nicolas Meda
Ministre de la santé burkinè

Mais tout autant que de pousser les responsables à prendre des engagements, le plaidoyer d'Equipop en Afrique de l'Ouest consiste à veiller à ce qu'ils soient respectés.

Ce plaidoyer se doit de couvrir de nombreux sujets afin d'assurer la cohérence de l'approche, et il s'appuie également sur des domaines ayant un effet levier et permettant d'amorcer les changements nécessaires de façon plus rapide : cette année, l'accent a été mis sur la prise en compte des jeunes, et sur la « décentralisation » (comment et pourquoi impliquer les communes).

LES DROITS ET LA SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS DES JEUNES - UN ENJEU SOUS-RÉGIONAL DE POIDS

Les six pays d'Afrique de l'Ouest membres du Partenariat de Ouagadougou et associés au sommet de Londres FP2020 ont tous des populations majoritairement jeunes avec un accès très limité aux services de DSSR (67% de la population a moins de 25 ans, près de la moitié moins de 15 ans). Face à cette situation et grâce aux actions de plaidoyer, les autorités nationales ont pris des mesures fortes et développé des programmes en faveur des droits en santé sexuelle et reproductifs des jeunes :

- prise en compte de leurs besoins dans les plans d'accélération pour la planification familiale dans chaque pays,
- développement des programmes de gratuité pour la planification familiale chez les jeunes,
- introduction de l'éducation complète à la sexualité en milieu scolaire,
- création de cadres nationaux
- et participation aux instances internationales de concertation pour les jeunes.

L'enjeu majeur réside maintenant à ce que ces programmes se transforment en actes et produisent de réels changements. C'est notamment pour cela qu'Equipop soutient tout particulièrement le travail des associations et mouvements de jeunes en Afrique de l'Ouest.

IMPLIQUER LES AUTORITÉS COMMUNALES

Après le constat effectué de l'absence des autorités communales dans la promotion de la planification familiale, Equipop a entamé des actions de plaidoyer en collaboration avec d'autres acteurs de la société civile. Le but : obtenir leur adhésion et leur implication dans la promotion de la planification aux côtés des autorités nationales. Ce plaidoyer a porté ses fruits et aujourd'hui, au Burkina-Faso, par exemple, nombreux sont les maires convaincu-e-s, qui ont fait de la PF une priorité de leurs plans communaux de développement. En effet entre 2014 et 2017, 33 maires ont alloué 1,36 milliards de francs CFA pour les services de PF dans leurs communes au profit des femmes et des jeunes filles en âge de procréer ! Au delà de l'accroissement des ressources qui bien qu'indispensable reste encore modeste, le travail avec les maires permet la constitution d'un pool de « champion-ne-s » qui à son tour sensibilise à l'importance des enjeux de PF les citoyen-ne-s de leur communauté et d'autres personnalités dans leurs réseaux locaux et nationaux. Pour Equipop et ses partenaires, il s'agit donc de poursuivre ce travail de sensibilisation des maires et de le renforcer en les appuyant dans la mobilisation des ressources et la définition et la conduite d'actions en faveur de la PF, et plus largement de la santé et des droits des femmes.

• Que fait Equipop ?

Vulgarisation des résultats de recherche, analyse des politiques et programmes, construction d'argumentaires, animation de réseaux, organisation d'évènements et de campagnes, animation de formations, rencontres avec les élu-e-s, coconstruction des politiques publiques, appui à la mobilisation de ressource et à la conduite de projets.

• Pour qui ?

Pour les élu-e-s, les associations et les citoyen-ne-s

• Pourquoi ?

Parce que les jeunes représentent une part extrêmement importante de la population, et parce que les politiques communales sont celles qui touchent de plus près les populations.

Bien sûr, le processus de décentralisation ne doit pas être un simple déplacement du problème d'un échelon supérieur à un échelon inférieur. C'est pourquoi Equipop œuvre pour que la démarche soit appropriée à tous les niveaux. Le lien entre mobilisation des responsables politiques et mobilisation des citoyen-ne-s, à ce titre primordial, s'effectue notamment par l'intermédiaire du réseau des champion-ne-s PF d'Alliance Droits et Santé. Enfin, les plaidoyers effectués dans chacun des six pays se complètent d'actions menées au niveau sous-régional, et Equipop appuie ses partenaires de la société civile ouest-africaine afin qu'ils s'intègrent progressivement aux processus onusiens centraux sur les questions de droits et santé des femmes et des filles.

Kougouyam Moukailou Ouedraogo, un activiste pour la santé des jeunes

Président du Réseau des Jeunes Ambassadeurs pour la Santé de la Reproduction (SR) et la Planification Familiale (PF) au Burkina et Vice-président de l'Alliance Régionale des Jeunes Ambassadeurs pour la SR/ PF en Afrique de l'Ouest Francophone.



Selon vous, comment évolue la mise en œuvre des droits et de la santé sexuels et reproductifs des adolescent-e-s et jeunes (DSSR/AJ) en Afrique de l'Ouest ?

Bien que les réalités diffèrent d'un pays à l'autre, comme le niveau de mise en œuvre des DSSR/AJ, de manière générale l'état de mise en œuvre des DSSR évolue positivement en Afrique de l'Ouest. Nous remarquons que progressivement les jeunes ont de moins en moins de dif cultés pour accéder aux méthodes de contraception et que les barrières liées aux coûts des produits contraceptifs tendent à se réduire. De plus, dans les formations sanitaires, de plus en plus de prestataires font l'effort de bien accueillir les jeunes et de leur offrir des services de planification familiale adaptés à leurs besoins. A travers l'action gouvernementale, des acteurs de la société civile, et des partenaires techniques et financiers, des campagnes de communication mass-média sont organisées pour mettre l'information à la portée des jeunes.

En quoi les autorités sont-elles soucieuses des préoccupations des jeunes sur les DSSR ? Par quelles réalisations cela se traduit-il ?

Il faut dire que la population ouest africaine est majoritairement jeune et nos états aspirent tous à la capture du dividende démographique. Ils ont compris que pour le réaliser, il faudra accorder une place importante aux jeunes afin d'améliorer leurs conditions de vie en termes de santé, d'éducation et d'employabilité.

Cela se traduit premièrement par les engagements pris par nos autorités lors des rencontres régionales en faveur des DSSR/AJ, mais aussi par l'implication effective des jeunes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes nationaux, afin qu'ils et elles soient acteurs-rices de développement. On note également les efforts faits pour favoriser l'accès des jeunes aux produits contraceptifs. Par exemple, le Burkina Faso s'inscrit dans une dynamique de gratuité des méthodes de contraception. En outre, en plus des campagnes mass-media pour favoriser l'accès des jeunes à l'information, des modules sont développés pour l'intégration de l'Education Complète à la Sexualité. Désormais, il est temps d'accélérer le passage à l'échelle de ce processus pour un meilleur accès des jeunes à l'information !

Selon vous comment impliquer davantage les jeunes et pourquoi cela est important ?

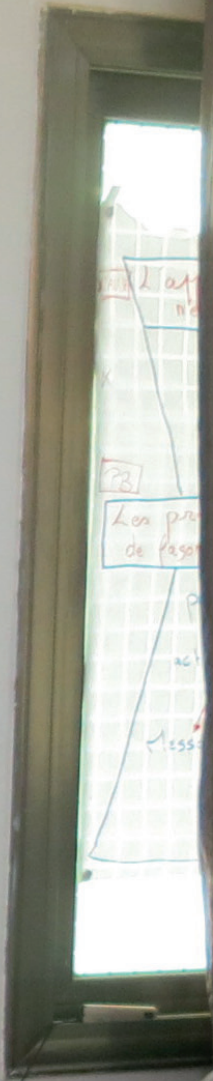
Il est nécessaire de prendre en compte l'opinion des jeunes dans l'élaboration des politiques et programmes de planification familiale, mais il faut aller plus loin en leur déléguant certaines tâches, de sorte que les activités spécifiques aux jeunes soient mise en œuvre par les jeunes. Il faut également en parallèle renforcer les capacités des jeunes sur les thématiques de planification familiale, de leadership, de plaidoyer, et de mobilisation des ressources pour la mise en oeuvre de leurs activités.

03

Accompagner

Équilibres & Populations
accompagne les partenaires
au développement en
renforçant leurs capacités
d'intervention.







Accompagner le développement d'associations locales : un objectif stratégique réaffirmé

Depuis les années 2000 et le début de ses interventions en Afrique de l'Ouest, Equipop a souhaité inscrire son action en partenariat avec la société civile locale. En 2013, constatant que participer efficacement au renforcement des acteurs et actrices locaux et qu'appuyer leur action collective nécessitait une approche et des moyens spécifiques, elle a initié aux côtés de partenaires associatifs historiques la création d'un réseau, Alliance Droits et Santé, tout en développant une offre d'accompagnement adaptée aux besoins de ses membres. Cinq ans après, retours sur les acquis et présentation des perspectives.

Un long chemin a été parcouru, depuis qu'Equipop et trois de ses partenaires historiques en avril 2013 ont décidé de fédérer et de renforcer les énergies associatives ouest africaines en faveur des femmes et des filles. C'est en tout cas le constat qui était sur toutes les lèvres lors de la réunion annuelle d'Alliance Droits et Santé, en février 2018 à Ouagadougou. Les 21 associations, représentant six pays de la région, ont ainsi souligné les acquis de ce travail collectif :

- **4 800 000 dollars mobilisés** avec l'appui d'Equipop et gérés de manière autonome par les associations,
- **un engagement de chaque association** dans le développement de ses capacités à travers des actions concrètes (révision des modes de gouvernance, consolidation de la gestion financière, mise en place d'une politique de ressources humaines...),
- **une campagne multi-canal** animée au profit de l'accès à la contraception des femmes, des jeunes et des couples qui le souhaitent, en s'appuyant sur un réseau d'une centaine de champions et championnes,
- **des avancées concrètes sur le plan politique** concernant des enjeux clés comme la délégation des tâches, l'accès des jeunes aux DSSR (droits et santé sexuels et reproductifs) ou encore l'engagement des autorités décentralisées,
- sans oublier **la construction d'une culture commune et le développement de capacités de collaboration**, car mener des projets à plusieurs ne s'improvise pas.

DE NOMBREUX ACQUIS, MAIS AUSSI DES DÉFIS À RELEVÉ

Si le bilan est très positif, la capacité d'action des associations locales reste limitée par certaines barrières. En premier lieu, l'accès aux financements : les instruments financiers sont souvent rigides et peu adaptés à la conduite de projets collectifs. Ces derniers supposent des concertations préalables, mais aussi l'accès à des connaissances existantes dans le domaine et leur utilisation. Par ailleurs, ils doivent s'inscrire dans la durée, car le changement social ne s'obtient pas en quelques mois. Enfin, comprendre les incidences des projets de mobilisation politique et sociale impliquent de dépasser les cadres de suivi-évaluation classiques. Toutes ces choses sont rendues difficiles par le format de beaucoup d'appels à projets. Deuxième barrière : des capacités organisationnelles relativement faibles. Pour être innovantes et performantes, les associations doivent pouvoir consacrer des ressources à leur fonctionnement et à leur développement, ce qui constitue une véritable gageure quand on connaît le modèle économique de la plupart des acteurs et actrices locaux. Troisième barrière : la nécessité de consolider une voix régionale. Les associations d'Afrique de l'Ouest de promotion de la santé et des droits des femmes n'ont jusqu'à présent pas pu construire une approche de plaidoyer à l'échelle régionale faute d'espaces de concertation.



UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES ASSOCIATIONS LOCALES

En bâtissant sur les acquis tout en s'adaptant aux défis énoncés, Equipop poursuivra son engagement auprès des associations locales à travers un nouveau dispositif. Tout d'abord, deux fonds seront mis à disposition des associations. Un fonds innovation financera des projets collectifs tout en les accompagnant, notamment en mettant à disposition des associations des méthodologies, des connaissances, mais aussi des espaces de collaboration (cf. *l'Equipop Lab présenté dans l'article suivant*). Le fonds de développement organisationnel sécurisera des ressources pour permettre aux associations de consolider leur organisation en fonction de leurs besoins spécifiques. Elles pourront aussi être accompagnées dans la mise en œuvre de ce renforcement par Equipop, qui a développé ces dernières années des outils adaptés. Enfin, l'expression d'une voix commune auprès des décideurs régionaux constituera un troisième axe d'appui.

• Que fait Equipop ?

Accompagnement global des OSC (mobilisation de fonds, appui technique et stratégique, coaching).

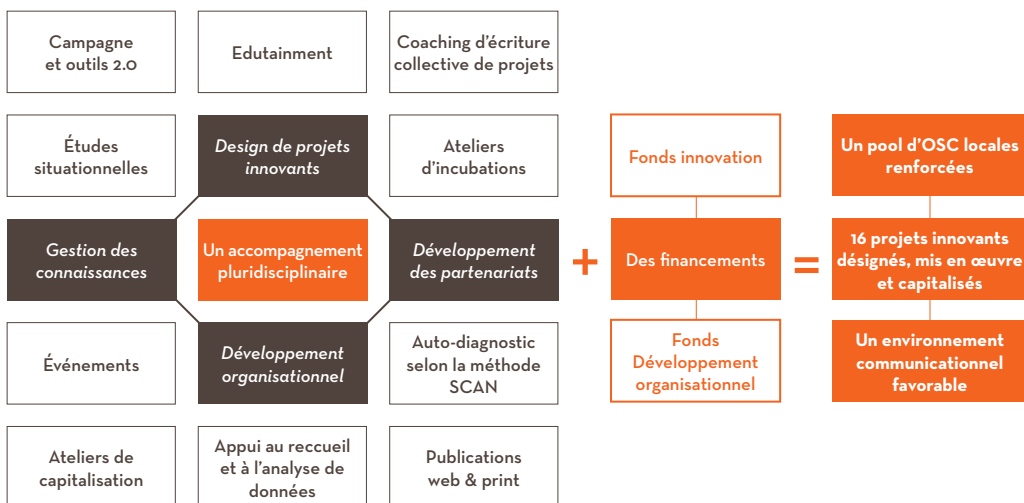
• Pour qui ?

Les 21 associations membres d'Alliance Droits et Santé ainsi que de nouvelles associations féministes.

• Pourquoi ?

Parce qu'il est indispensable, pour améliorer la santé et les droits des femmes et des filles, que les associations locales soient capables d'inventer collectivement des projets innovants, de conduire leur mission d'interpellation des pouvoirs publics et d'informer et de mobiliser les citoyens et des citoyennes sur le long terme.

L'appui d'Equipop aux OSC



□ Outils ■ Savoir-faire

TÉMOIGNAGE

Ibrahima Gueye, fervent promoteur de l'action collective portée par le réseau Alliance Droits et Santé

Ibrahima Gueye est directeur de Jeunesse et développement, un mouvement de jeunes sénégalais, qui a rejoint Alliance Droits et Santé, il y a 2 ans.



Qu'est-ce qui vous a plu dans ce partenariat ?

Tout ! Nous avons été séduits par cette alliance internationale, avec des organisations aux parcours divers, venant de pays différents, comptant également des organisations internationales françaises. Les thématiques développées étaient essentielles pour nous : JED travaille depuis longtemps sur la santé de la reproduction et la PF. Notre participation à ce réseau nous a permis de renforcer notre plaidoyer communal et national et d'avoir des interactions avec des acteurs aux niveaux régional, national et international... Être membres de l'Alliance nous a permis de nous renforcer sur le plan institutionnel. Cette dimension a été très bien pensée et menée selon nous, sur les plans administratif, comptable, de la communication, pour ne citer que cela. Le style de partenariat nous a intéressés : les gens se voient, se déplacent, la communication est permanente de même que le suivi et l'appui dans les relations avec les bailleurs.

Quels sont les principaux bénéfices que vous avez tirés de la participation à Alliance Droits et Santé jusqu'à aujourd'hui ?

Nous avons tiré des bénéfices institutionnels : nous avons renforcé nos capacités grâce à l'accompagnement en présentiel et grâce aux webinars. Nous avons aussi bénéficié de l'appui précieux des chargé-e-s de programme. Nous avons, par exemple, pu créer un site internet, développer des supports de communication papier ! Nous avons tiré des bénéfices concrets, sur les plans administratif, financier et en termes de qualité de travail. Avec l'Alliance nous avons pu asseoir notre positionnement

au niveau national et international : nous avons élargi nos carnets d'adresses et d'actions ainsi que nos compétences. Au final, c'est l'ensemble de notre action sur le terrain qui a été améliorée grâce à notre participation à Alliance Droits et Santé.

Que pensez-vous pouvoir apporter à ce réseau ?

En tant que mouvement de jeunes, nous avons une expertise spécifique sur la façon de prendre en charge les besoins des jeunes en matière de PF et de santé reproductive. Nous avons apporté cette expertise, ainsi que notre expérience de réseautage au niveau national et international. Notre organisation est par essence dynamique, et nous nous appliquons à être force de proposition à chaque rencontre, dynamique dans les interactions, les ateliers et partout où l'on est sollicités !

Qu'est-ce qui vous intéresse le plus dans les perspectives d'avenir déjà évoquées ?

Nous sommes impatients d'explorer les méthodologies de l'incubation de projets, et intéressés par la dynamique de renforcement de l'Alliance. Aussi, nous sommes attentifs à comment mobiliser ensemble d'autres ressources, pour élargir toujours plus nos champs d'action. Enfin nous sommes intéressés par ce compagnonnage déjà enclenché avec Equipop et les membres de l'Alliance et nous pensons que la dynamique va encore se renforcer



Les Equipop Lab : cap sur l'innovation !

Convaincue que l'engagement des organisations de la société civile (OSC) constitue un élément décisif pour l'amélioration durable des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR), Equipop a choisi en 2017 d'étendre son offre d'accompagnement des OSC à travers le déploiement d'une nouvelle méthodologie d'incubation de projets - les Equipop Lab.

Les OSC jouent un rôle central dans l'évolution des politiques publiques : elles identifient les besoins des populations et les relaient auprès des décideur-euse-s. Elles ont un rôle de sentinelle, et suivent de près la mise en œuvre des engagements pris par les États et la qualité des programmes. Elles constituent ainsi des partenaires précieuses tant dans le changement des normes sociales que dans la mise en oeuvre des plans et programmes gouvernementaux. Cependant, pour remplir ces différents rôles, il reste un défi majeur que les OSC de la sous-région ouest africaine doivent relever : celui de l'innovation !

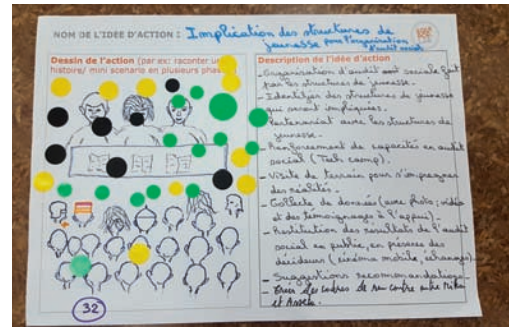
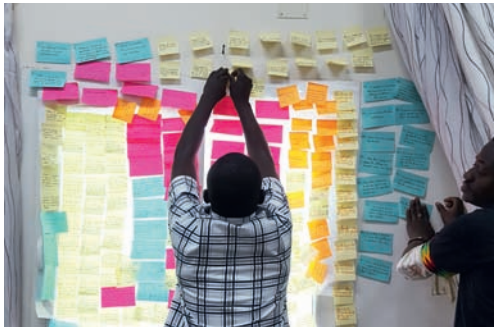
Reproduction des interventions à efficacité limitée, prise en compte trop faible des données issues de la recherche et des leçons apprises, création insuffisante de synergies avec les autres actions existantes : autant d'écueils à surmonter pour les OSC devant constamment jongler entre contraintes opérationnelles et exigences techniques de la levée de fonds. Le nouveau dispositif d'incubation de projet « Equipop Lab » a pour objectif de lever certaines de ces contraintes. Equipop mobilise ce dispositif au bénéfice de différents projets et partenariats comme le FONDESAN présenté ci-dessous.

“ C’est la toute première fois que je participe à un atelier où on fait nous-même l’état des lieux et des propositions. ”

“ La méthode est innovante, moins fatigante et très productive. ”

Participant-e-s aux ateliers

Participant-e-s aux ateliers



Equipop Lab, c'est quoi ?

Inspirés de la méthode du Design Thinking, les ateliers Equipop Lab ont vocation à lever certaines des contraintes rencontrées par les OSC dans la phase de conception de projet en les dotant de méthodologies et outils centrés sur l'individu-e. Conçus en partenariat avec des spécialistes du Design Thinking, les ateliers Equipop Lab ont été construits dans le but de créer pour les OSC et leurs partenaires, un espace de réflexion et de création collective de projet axé sur l'innovation et la pertinence.

Permettant de faire appel à diverses expertises, le format d'atelier développé par Equipop encourage le partage des connaissances et l'analyse fine du contexte DSSR des adolescent-e-s et jeunes (DSSR/AJ) dans lequel les OSC opèrent. Ce travail d'analyse détaillée constitue le socle de toute démarche d'innovation. Pour ce faire, l'atelier prévoit 8 phases itératives au cours desquelles ses participant-e-s sont amené-e-s à passer par des périodes de divergence et de convergence :



FONDEMSAN - LE PARI DE L'INNOVATION POUR DES PROJETS NOVATEURS DE MOBILISATION SOCIALE ET POLITIQUE

Cette démarche est également soutenue par l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) qui, à travers le lancement de son nouvel instrument financier - FONDEMSAN - a fait le pari de l'innovation. Destiné à des consortia d'OSC nationales de taille intermédiaire, FONDEMSAN est un dispositif à la fois financier et technique dont l'objectif principal est de favoriser l'émergence de projets novateurs de mobilisation sociale et politique en faveur des DSSR/AJ. L'OOAS a mandaté Equipop pour appuyer le volet technique de ce fonds à travers 2 axes d'intervention : l'appui à l'incubation de projets tournés vers l'innovation (à travers la méthode « Equipop Lab ») et l'appui à la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation et de capitalisation orienté sur la mesure du changement, des acteurs et actrices impliqués et/ou visés par le projet. Equipop offre également un accompagnement administratif et financier aux OSCs financées par FONDEMSAN. Au moment de la procédure de sélection des projets à travers la réalisation d'un diagnostic organisationnel des OSC et puis à la fin des projets.

“ Oui, c'est utile et très intéressant et c'est une méthode qui peut être adaptée plus ou moins facilement dépendamment du contexte. C'était une expérience utile pour moi car je fais beaucoup d'activités avec les jeunes et c'est un bon moyen pour les guider dans leurs projets. ”

Stéphanie Kimou
Experte extérieure sollicitée pour les ateliers

Equipop Lab dans le cadre du projet DEMSAN en 2018



3 PROJETS
DE MOBILISATION SOCIALE
ET POLITIQUE INCUBÉS

BURKINA FASO,
NIGER & MALI

PROJETS DE
256 000 € CHACUN

La première phase du FONDEMSAN en 2017-2018 a été l'occasion pour Equipop de déployer son nouveau dispositif d'incubation de projets au Burkina, au Niger et au Mali. Dans chacun de ces pays, un consortium d'OSC aux mandats divers (OSC santé/santé sexuelle et reproductive, droits des femmes, réseaux jeunesse) a été accompagné dans la conception d'un projet de mobilisation sociale et politique visant à renforcer et assurer le respect et la mise en œuvre des engagements nationaux en faveur des DSS-RAJ. Ces projets - mêlant activités d'appui au développement du leadership des jeunes, mobilisation citoyenne à travers des alliances avec le secteur artistique et des médias et actions ciblées de plaidoyer - ont vocation à renforcer et s'inscrire dans les initiatives pour le repositionnement de la planification familiale en cours dans les trois pays et dans la sous-région ouest africaine.

• Que fait Equipop ?

Appui à la sélection des porteurs de projet, étude des contextes institutionnels, recensement des pratiques inspirantes, veille thématique et vulgarisation des résultats de recherche, organisation et animation d'ateliers d'incubation, accompagnement à la formalisation des projets, appui technique à la mise en œuvre, formation et appui à la capitalisation.

• Pour qui ?

Des groupes d'acteurs et d'actrices du changement venant d'horizons variés.

• Pourquoi ?

Pour soutenir les OSC et les partenaires au développement à innover en faveur des droits et de la santé des femmes et des jeunes.

“ L'atelier s'appuyant à la fois sur des approches nouvelles de création de projet et des analyses précises des contextes nationaux est en soit déjà très novateur. Explorer de nouvelles voies et de nouveaux modes d'action par rapport à ce à quoi on est habitué, c'est novateur. Je pense que grâce à cet atelier, qui met des participants dans l'action, les OSC comprennent mieux le rôle qu'elle peuvent jouer, elles prennent confiance en elles car durant l'atelier elles réalisent qu'elles peuvent monter des projets seules ou presque. ”

Jean-Pierre Guengant

Expert extérieur sollicité pour les ateliers

Fatima Kandine, partisane de l'innovation au service des DSSR

Fatima Kandine est coordinatrice du programme DEMSAN au sein de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS).



Qu'est-ce que le programme DEMSAN ?

DEMSAN signifie DEMographie, SANTé Sexuelle et de la Reproduction. C'est un projet régional dont l'objectif est d'accélérer les transitions démographiques dans les pays francophones de la CEDEAO. Il est mis en œuvre par l'OOAS, avec l'appui financier de l'AFD. L'ensemble des pays de la CEDEAO sont bénéficiaires de DEMSAN, avec une concentration des investissements sur le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Bénin.

Quels en sont les grands volets d'intervention ?

Le projet DEMSAN comporte trois composantes dont le renforcement de l'observatoire de l'OOAS à travers l'appui aux événements régionaux et aux stratégies nationales en matière de Santé Sexuelle et Reproductive (SSR), la promotion de la recherche sur la démographie et la SSR, ainsi que le développement du numérique en santé dans l'espace CEDEAO. Le projet a également pour objectif de renforcer le plaidoyer politique en faveur des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR), et favoriser l'émergence de la société civile dans les États membres de la CEDEAO, à travers la mise en œuvre de politiques et stratégies pour les droits et la santé sexuels et reproductifs. Une des composantes du projet vise le renforcement du mécanisme de financement régional destiné à l'approvisionnement des produits contraceptifs dans les pays francophones éligibles d'Afrique de l'Ouest (Niger, Burkina Faso, Bénin, Mali).

Pourquoi l'OOAS a-t-elle choisi de prioriser le travail avec la société civile ?

Véritables actrices de terrain, les organisations de la société civile (OSC) ont une capacité unique à pouvoir faire remonter les besoins des populations. C'est pourquoi, il est important qu'elles puissent jouer un rôle majeur dans le développement et l'amélioration des politiques publiques. En allouant près de 2 millions d'euros au FONDEMSAN, l'OOAS souhaite ainsi renforcer les capacités de mobilisation sociale et politique d'OSC au Burkina, Niger, Mali et Bénin et favoriser l'émergence de projets novateurs et à impact significatif sur l'amélioration des DSSR des adolescent·e·s et jeunes. Ce fonds permettra également d'accompagner le développement d'une voix de la société civile plus structurée sur les questions de DSSR.

Que pensez-vous de la collaboration avec Equipop dans le cadre du FONDEMSAN ?

L'OOAS a fait appel à Equipop pour son expérience en matière d'accompagnement des OSC dans la sous-région. Sur FONDEMSAN, Equipop apporte à la fois un appui administratif et technique. Sur plan administratif, Equipop a effectué un diagnostic organisationnel des OSC cheffes de file des consortia bénéficiaires du fonds. Sur le plan technique, Equipop apporte son appui lors de la phase d'écriture des projets et dans la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation. Equipop soutient également l'OOAS dans le pilotage et le suivi global du fonds. Nous sommes jusqu'à présent satisfaits du travail au combien important d'Equipop. Nous remercions très sincèrement les équipes pour tous les efforts et d'avoir accepté la collaboration avec l'OOAS pour la mise en œuvre du FONDEMSAN.

04

Mieux connaître Equipop

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

Aujourd'hui, Équilibres & Populations est une structure s'appuyant sur vingt-trois salarié·e·s et cinquante-huit membres, avec un budget annuel de 2,12 millions d'euros. Le siège est basé à Paris et l'ONG a un bureau sous-régional à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Une vision, des valeurs

Dans la vision portée par Équilibres & Populations, il ne pourra y avoir de développement durable sans qu'y soit associée la moitié féminine de l'humanité. L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes, notamment leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs, est à la fois un facteur et un marqueur de développement.

Notre vision repose sur un socle de valeurs.



RESPECT DES DROITS HUMAINS

Équilibres & Populations plaide pour la reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et pour leur mise en œuvre pour toutes et tous, partout, à travers des processus de participation et d'appropriation politiques et sociales.



BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Équilibres & Populations considère que le bien-être des populations ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques, mais aussi par les capacités des individus qui les composent à exercer des choix éclairés et autonomes, tout en assumant leurs responsabilités dans la société à laquelle ils appartiennent.



JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

Équilibres & Populations défend un développement humain qui donne à toutes et à tous les mêmes possibilités de se réaliser socialement, politiquement et économiquement. Nous prônons un développement soucieux de l'équité et de la solidarité, notamment entre les sexes et entre les générations, car les succès du présent ne doivent pas être acquis au détriment d'une partie de la population ou des générations futures.

Ces valeurs se prolongent dans des principes d'action



ADOPTER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Équilibres & Populations adopte aussi systématiquement que possible une démarche participative dans la conduite de son action. Nous considérons en effet que cette démarche est un gage de qualité, notamment en termes d'appropriation, de responsabilisation, de durabilité, d'ancrage, d'autonomisation et de légitimité.

Fondée sur l'instauration d'un dialogue continu, cette démarche a pour objectif principal d'associer étroitement les différentes parties prenantes à notre action : nos partenaires associatifs, le personnel sanitaire et social, les parlementaires, les décideurs et, bien entendu, les populations des zones d'intervention.



NOUER DES PARTENARIATS

Au lieu d'opter pour une croissance interne, nous avons choisi de développer le périmètre et la qualité de nos actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats multi-acteurs (OSC, parlementaires, journalistes, chercheurs, fonctionnaires, expert·e·s techniques,...). Ce mode d'organisation s'appuie sur la complémentarité des savoir-faire et renforce l'adaptabilité et la réactivité.

Depuis plus de dix ans, Équilibres & Populations collabore de manière continue avec des associations ouest-africaines avec lesquelles elle partage une vision commune.

Dotés d'une connaissance fine des sociétés et de leurs dynamiques, ces partenaires promeuvent un changement dans leur pays respectif. Riches de nos complémentarités, nous avons établi au cours du temps des relations de confiance qui nous permettent de construire et de mener ensemble des programmes auprès des populations ainsi que des actions de plaidoyer adaptées aux situations sociopolitiques locales.



TRAVAILLER EN RÉSEAUX

Équilibres & Populations a également su créer ou rejoindre des synergies entre acteurs du développement : organisations de solidarité internationale (OSI), structures de recherche et universités, institutions publiques, entreprises...

Nous collaborons avec des réseaux d'OSI en France, en Europe et en Afrique francophone subsaharienne. Nous nous y investissons à différents niveaux, en collaborant aux travaux et aux prises de position collectifs, en coordonnant des groupes de travail ou en participant aux organes associatifs (conseil d'administration).

Une mission, des actions

L'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

En Afrique francophone subsaharienne, Équilibres & Populations a progressivement orienté une partie de son action au bénéfice des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants.

Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, l'association a peu à peu développé un projet qui articule différents champs d'intervention (santé, éducation, économie) et qui intègre systématiquement une approche par le genre.

Pour mener sa mission en Afrique subsaharienne francophone, mais aussi en Europe et aux États-Unis, Équilibres & Populations travaille avec, entre autres :

- des organisations de la société civile avec lesquelles nous avons des liens de partenariat étroits ;
- des leaders traditionnels, des groupements de femmes et de jeunes ;
- des coalitions et des plateformes d'ONG ;
- des personnels sanitaires ;
- des expert-e-s techniques et administratifs ;
- des chercheur-e-s ;
- des universitaires ;
- des journalistes ;
- des parlementaires ;
- des responsables politiques ou administratifs.

Notre action se décline en trois volets complémentaires :



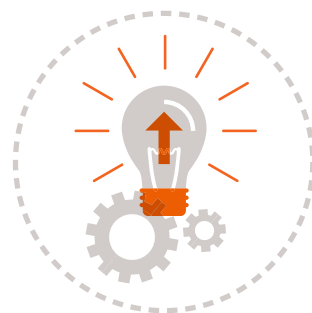
Impulser

des dynamiques de changement social au plus près des populations, par la conception et la mise en œuvre de projets-pilotes en partenariat avec des acteurs et actrices locaux



Mobiliser

les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique plus favorable



Accompagner

les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention

Des savoirs et des savoir-faire

Au cours des années, Équilibres & Populations a enrichi ses savoirs en mobilisant des disciplines variées : science politique, santé publique et médecine, sociologie, anthropologie, économie, démographie. Nous nous attachons à croiser ces regards de manière systématique pour promouvoir une approche aussi intégrée que possible. Ceci constitue un véritable atout pour appréhender la logique des différents acteurs et actrices avec lesquels nous travaillons : hommes ou femmes issus des communautés dans lesquelles nous intervenons, leaders communautaires, partenaires, personnels de santé, responsables politiques...

En particulier, nous nous appuyons sur trois domaines de connaissances.

POLITIQUES PUBLIQUES ET SCIENCE POLITIQUE

Équilibres & Populations a acquis une expérience en matière de plaidoyer en direction des responsables politiques de la coopération internationale. Nous disposons d'une solide connaissance des acteurs et des rouages à travers lesquels sont définies et mises en œuvre les politiques publiques.

Que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, cela nous permet de sensibiliser, d'informer et d'influencer les responsables politiques (gouvernements, cabinets ministériels, hauts fonctionnaires) pour qu'ils soutiennent des programmes spécifiques, défendent des réformes politiques et veillent à ce qu'elles soient appliquées efficacement. Nous avons par ailleurs développé une expertise reconnue par les parlementaires, qui nous sollicitent pour avis.

SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE

Équilibres & Populations s'appuie sur des connaissances dans le champ de la santé publique. Notre équipe a acquis un savoir transversal sur le fonctionnement des systèmes de santé, surtout en Afrique de l'Ouest, et un savoir plus spécialisé sur des thématiques précises comme la planification familiale, les soins obstétricaux d'urgence, les fistules ou encore les mutilations sexuelles féminines.

L'association mobilise des connaissances axées sur la prévention (éducation à la santé, réduction des risques, changement des normes sociales...), mais aussi sur l'organisation des services de santé (formation du personnel de santé, participation des usagers, intégration du vih/sida et santé de la procréation).

SCIENCES SOCIALES ET GENRE

Équilibres & Populations puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible à la diversité des besoins et des intérêts des populations. Nous nous appuyons ainsi sur l'approche par le genre. Celle-ci ne cible pas les femmes comme un groupe à part, mais elle s'intéresse à la façon dont les individus, selon leur sexe et leur position sociale, agissent, réagissent et interagissent sous l'influence des modèles sexuels et familiaux dominants.

Notre analyse met l'accent sur le fait qu'être homme ou femme dans une société donnée induit des rôles socialement construits qu'il s'agit de comprendre et d'interroger si l'on veut être moteur de changement social.

L'approche par le genre constitue un levier décisif pour promouvoir de nouveaux comportements. Cela implique, entre autres, l'autonomisation des femmes et la participation des hommes.

La prise en compte du genre permet de tendre vers un double objectif. D'ordre politique d'une part : rééquilibrer les rapports entre hommes et femmes pour plus de justice. D'ordre socio-économique d'autre part : créer le socle d'un développement véritablement durable parce qu'impliquant les deux moitiés des populations concernées.

Pour mettre en œuvre notre projet, en relation étroite avec nos partenaires, nous mobilisons trois grands types de savoir-faire.

L'INGÉNIERIE DE PROJET

Équilibres & Populations a développé des compétences de planification, de pilotage et de coordination de projets, en tant que cheffe de file ou bien au sein de consortiums. Avec ses partenaires, l'association identifie les besoins, construit des stratégies d'intervention, définit des méthodologies d'intervention participatives intégrant le genre, mobilise des ressources, assure le suivi opérationnel et financier, évalue les processus et les résultats, capitalise l'expérience.

L'INFORMATION ET LE PLAIDOYER

Équilibres & Populations facilite la connaissance et la compréhension des enjeux relatifs à sa mission, avec le souci de rendre visible la demande sociale et de valoriser la capacité d'action des acteurs et actrices sur le terrain. Nous influençons également la définition et le suivi des programmes et des politiques publics. Pour cela, plusieurs activités sont menées : organisation d'évènements, de voyages d'étude, de campagnes d'information ; réalisation et publication de supports documentaires ; réponse individualisée à des demandes d'information de la part de journalistes, de parlementaires ou d'experts ; collecte et analyse critique de textes de lois, de programmes ou de politiques publics ; formalisation et diffusion d'argumentaires ; initiation ou participation à des mécanismes institutionnels de consultation ; animation ou participation à des groupes d'études.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Équilibres & Populations renforce les capacités et favorise les échanges d'expérience entre partenaires au développement. Equipop conduit des activités d'appui-conseils, co-réalise des diagnostics partagés, anime des réunions de travail, supervise ou accompagne ses partenaires en situation sur le terrain, participe à la réalisation d'outils didactiques, conçoit et réalise des formations.

Réseaux

Équilibres & Populations a toujours pensé que le travail collectif était un puissant levier de changement. En 2017, l'ONG renforce ses engagements au sein de nombreux réseaux en France, en Europe et en Afrique subsaharienne francophone. Parmi eux :



Alliance Droits & Santé
Réseau d'ONG pour les femmes d'Afrique

Alliance Droits et Santé

www.alliancedroitsetsante.org

Alliance Droits et Santé est un réseau d'organisations de la société civile française et ouest-africaine qui a pour but d'améliorer le statut et la santé des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest.



Coordination Sud

www.coordinationsud.org

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale, dédiée à l'appui et à la représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.



Collectif Santé 2015

www.collectif-sante-mondiale.fr

Le Collectif Santé 2015 rassemble 9 ONG françaises de développement (Action contre la faim, Équilibres & Populations, Global Health Advocates France, Médecins du Monde, One, Oxfam France, le Planning Familial, Sidaction et Solthis) qui se sont réunies pour défendre l'aide en santé face aux baisses successives de l'aide française et au désengagement de la France du terrain de la solidarité internationale.



EFQM

www.efqm.org

EFQM (the European Foundation for quality management) est une organisation européenne qui s'est donné pour mission de doter les organisations d'un outil de référence commun pour les aider à tendre vers des pratiques visant l'excellence.



EndFGM

www.endfgm.eu

EndFGM est un réseau européen d'ONG qui promeut une action européenne pour mettre fin aux mutilations génitales féminines.



EuroNGOs

www.eurongos.org

EuroNGOs est un réseau européen d'ONG spécialistes des droits et de la santé sexuels et reproductifs.



Agir en réseau pour mettre fin à l'excision

Excision, parlons-en !

Excision, parlons-en ! est une association laïque et apolitique déclarée sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 qui a pour objet de contribuer à fédérer des associations ou autres personnes morales, ainsi que des personnes physiques sur la thématique de l'excision en France ou dans le monde. Depuis 2015, Equipop fait partie du conseil d'administration d'Excision, parlons-en !.



F3E

<http://f3e.asso.fr>

Le F3E ou Fonds pour la promotion des études transversales, des études préalables et de l'évaluation est un réseau français d'ONG et de collectivités territoriales, dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action des acteurs de la solidarité internationale.



Genre en action

www.genreenaction.net

Genre en Action est un réseau international qui promeut la prise en compte des inégalités des femmes et des hommes dans les politiques et programmes de développement.



Girls Not Bride

www.girlsnotbrides.org

Girls Not Bride est un partenariat mondial de plus de 500 organisations de la société civile, déterminées à mettre fin au mariage des enfants et permettre aux filles de réaliser leur potentiel.



IBP (Implementing Best Practices)

www.ibpinitiative.org

L'initiative IBP (Implementing Best Practices / Mettre en œuvre les meilleures pratiques) est un partenariat mondial visant le passage à l'échelle des pratiques qui fonctionnent en matière de planning familial et de santé de la reproduction. Créée en 1999 par l'OMS, USAID, et neuf agences de coopération, l'initiative possède désormais plus de 45 membres à travers le monde dont des bailleurs de fonds, des organisations internationales d'assistances techniques et des partenaires nationaux et régionaux.



Reproductive Health Supplies Coalition / SECONAF

Sécurité Contraceptive en Afrique Francophone est un partenariat mondial d'acteurs publics, privés et d'organisations de la société civile assurant l'accès aux personnes vivant dans des pays à revenu faible ou intermédiaire à des moyens de contraception abordables et de qualité afin d'améliorer leur santé sexuelle et reproductive.

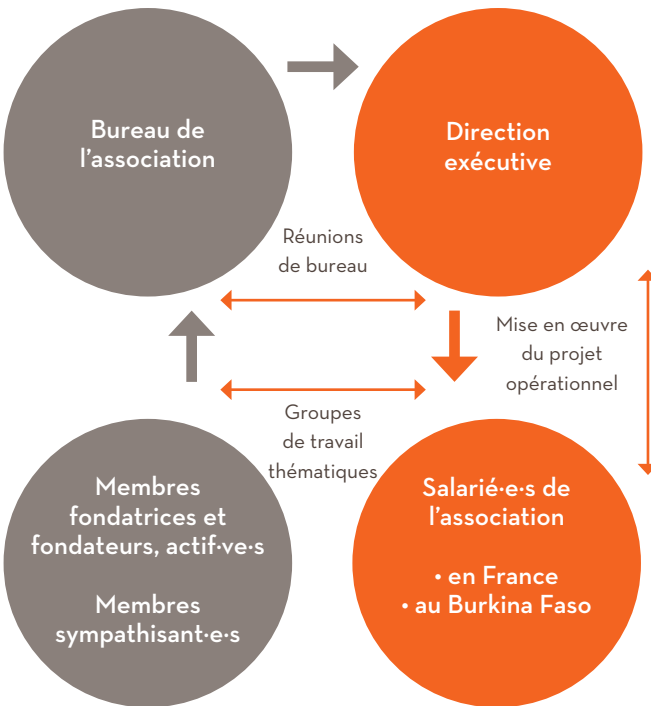
Engagement citoyen et implication professionnelle

Pour la définition et la mise en œuvre de sa mission, Equipop s'appuie sur un bureau de sept personnes et sur une équipe pluridisciplinaire d'une trentaine de salarié·e·s. Une soixantaine de membres se réunissent une fois par an en assemblée générale.

MEMBRES DE L'ASSOCIATION

SALARIÉ·E·S DE L'ASSOCIATION

LE BUREAU



Dr. Alain Marié
Président

Daphné Tesson
Vice-Présidente

Dr. Annick Schwebig
Trésorière

Mai Tran
Secrétaire générale

Dr. Béatrice Cuzin
Membre

Dr. Claude Dumurgier
Membre

Pr. Pierre Foldes
Membre

Dr. Luc de Bernis
Membre

Le bureau se réunit en moyenne tous les trois mois.

Légende



L'ÉQUIPE SALARIÉE EN 20 17

DIRECTION

Aurélie Gal-Régniez

Directrice exécutive

PÔLE COMMUNICATION

Nathalie Perrotin

Responsable communication

Augustin Assaba

Assistant communication

Marion Lambert

Stagiaire communication

Kristy Romain

Stagiaire communication

PÔLE PLAIDOYER

Nicolas Rainaud

Responsable Plaidoyer
France et International

Marguerite Bannwarth

Chargée de mission

Garance Dauchy

Stagiaire plaidoyer

Julia Heres Garcia

Stagiaire plaidoyer

Brigitte Syan

Responsable Plaidoyer
Afrique de l'Ouest

Remi Minoungou

Chargé de plaidoyer

Oum Koulsoum Sawadogo

Chargée de plaidoyer

PÔLE PROGRAMMES & DÉVELOPPEMENT

Dominique Pobel

Reponsable Programmes
et développement

Sokhna Ba

Chargée de programme

Isma Benboulerbah

Assistante programmes

Elisa Blin

Chargée de la capitalisation

Elise Fouillet

Chargée d'innovation et
d'accompagnement

Aurélie Hamelin-Desrumaux

Chargée de programmes
et développement

Juliette Manaud

Assistante programmes

PÔLE INNOVATION & ACCOMPAGNEMENT

Nora Le Jean

Responsable du
pôle Innovation et
Accompagnement

Elsa Burzynski

Chargée de Plaidoyer

Erell Chardon-Ouedraogo

Chargée d'innovation et
d'accompagnement

Claire Pasquato

Chargée de la mobilisation
des ressources

Elise Petitpas

Experte innovation
et plaidoyer

PÔLE ADMIN FIN

Benjamin Sitbon

Responsable administratif
et financier

Annaëlle Gateau

Chargée du suivi
administratif et
financier des projets

Pascal Ilboudo

Chargé de
l'accompagnement
organisationnel

Moumouni Komi

Coordonnateur
Administratif et Financier
/ Référent Sécurité

Sibiri Koné

Agent de Liaison

Aurore Moynot

Chargée d'accompagnement
admin et fin des part

Kadidia Rabo

Chargée de l'informatique

Nicolas Schlegel

Comptable

Caroline Traoré

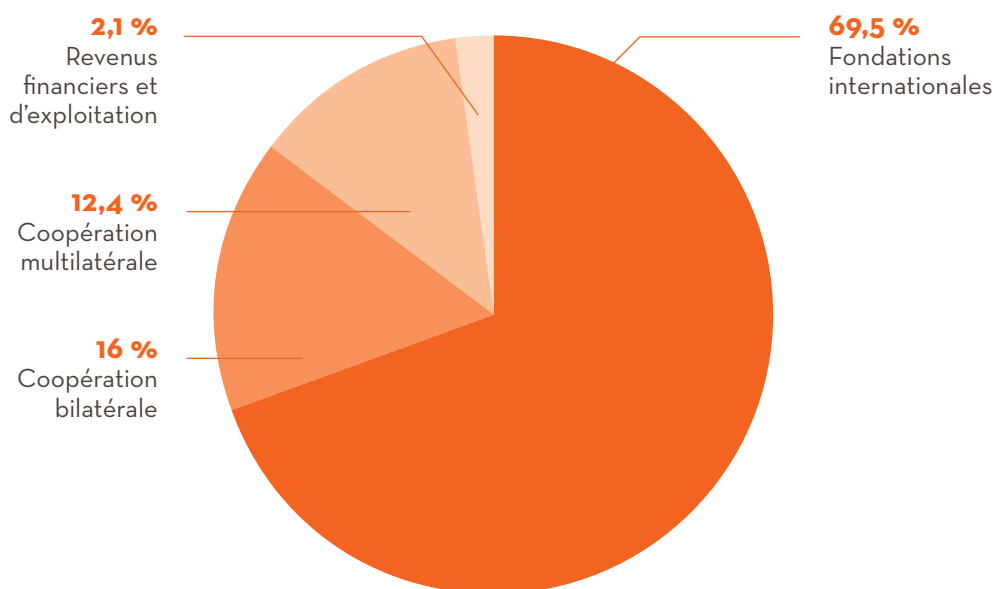
Chargée de
l'accompagnement
organisationnel des
associations partenaires

Julie Van der Smissen

Chargée d'accompagnement
administratif et financier
des partenaires

Le budget d'Équilibres & Populations

En 2017, 90 % de nos ressources ont été affectées à nos missions sociales. Équilibres & Populations a réussi à augmenter son enveloppe budgétaire de 39% par rapport à l'année précédente, et termine l'année avec un excédent.



Ressources d'Équilibres & Populations en 2017

RESSOURCES

Les ressources 2017 d'Équilibres & Populations s'élèvent à 2 256 341 euros, soit une hausse de 39% par rapport à 2016 (1 622 009 euros).

Cette hausse s'explique principalement par l'accélération de la mise en œuvre du projet Alliance Droits et Santé et des actions démarrées précédemment, le renouvellement de partenariats annuels (UNFPA) et la concrétisation de nouveaux partenariats (Organisation Ouest Africaine de Santé, RAES).

Les ressources de l'association proviennent pour 69% de fonds privés issues de fondations internationales, essentiellement américaines, dont les fondations Hewlett et Bill & Melinda Gates. Les financements de sources institutionnelles sont cette année de 28%, 16% provenant des institutions de la coopération bilatérale française (Agence Française de Développement) et 12% provenant des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations Unies, OOAS).

Équilibres & Populations continue de renforcer et de développer de nouveaux partenariats techniques et financiers, ainsi que de favoriser les collaborations, indispensables à la dynamique des projets.

DÉPENSES

90% des ressources sont allouées aux missions sociales de l'ONG. Les frais de structure sont maîtrisés et stables. Les dépenses 2017 d'Equipop s'élèvent à 2 122 208 € avec une hausse notable de 42% en comparaison à 2016. L'augmentation du niveau des dépenses est notamment liée à l'accélération de la mise en œuvre du projet Alliance Droits et Santé, initié en 2015 ainsi que son extension à la Côte d'Ivoire. Par rapport à l'année précédente, les dépenses engendrées pour ce projet ont augmenté de près de 45% en 2017. Parallèlement, notre appui aux organisations de la société civile africaines a été maintenu à travers un travail important de mobilisation des ressources en faveur de ces dernières et en direction de nouveaux bailleurs. Nous avons également poursuivi le développement de nouveaux partenariats avec des bailleurs institutionnels (Organisation Ouest Africaine de la Santé, Mairie de Paris, AFD), tout en maintenant ceux initiés en 2016 (UNFPA, Palladium, Pathfinder, Solthis, Marie Stopes International). Le budget consacré aux ressources humaines a augmenté de 25,7% par rapport à 2016, une hausse résultant du développement du volume des activités et des ressources humaines recrutées dans le cadre des projets.

Le résultat de l'exercice présente un excédent de 134 133 euros. Ce résultat s'explique principalement par l'augmentation du volume d'activité associée à des coûts de structure maîtrisés.

Cet excédent permet de participer à l'augmentation des réserves de l'association. La constitution de fonds propres est un objectif à moyen terme destiné à renforcer la capacité d'intervention sur des activités novatrices, la capacité d'investissement pour professionnaliser les fonctions support de la structure et la capacité à faire face aux aléas des financements projets en conservant l'expertise interne.

Équilibres & Populations établit des comptes annuels qui sont audités par Mazars SPCC, commissaires aux comptes. Les comptes annuels 2017 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sont consultables dans leur intégralité sur equipop.org.

Brigitte Syan, responsable du pôle plaidoyer Afrique de l'Ouest

Salariée d'Equipop depuis 4 ans, Brigitte Syan est aujourd'hui responsable du pôle plaidoyer Afrique de l'Ouest.



Brigitte, tu travailles à Equipop depuis 4 ans, peux-tu en trois mots nous décrire ton parcours dans la structure et le rôle qui est le tien aujourd'hui ?

J'ai été recrutée en tant que chargée de projet en 2014, sur un projet de plaidoyer qui a mené à l'expérimentation de la délégation des tâches en matière d'offre de services en planification familiale au Burkina Faso. Je suis aujourd'hui responsable du pôle plaidoyer Afrique de l'Ouest. Je suis basée à Ouagadougou, au sein du bureau Afrique de l'Ouest d'Equipop.

Quels sont les principaux changements que tu as observé depuis ton arrivée dans la structure ?

Au cours des quatre dernières années, de nombreux changements ont eu lieu. Tout d'abord, les changements organisationnels ont été conséquents : l'association s'est développée et les ressources humaines ont considérablement augmenté. Equipop a su mettre en oeuvre une bonne répartition du travail en interne, tout en faisant face à des changements institutionnels importants au niveau de la gouvernance.

Qu'est ce qui te rend fière d'appartenir à Equipop ?

Aujourd'hui, j'aime travailler chez Equipop car je suis motivée par les thèmes portés et défendus par l'association. J'aime être entourée d'une équipe impliquée et qui abat un travail de tous les jours pour améliorer le statut et les droits des femmes dans le monde, et particulièrement en Afrique de l'Ouest.

Comment souhaiterais-tu voir évoluer la structure dans les cinq prochaines années ?

D'ici quelques années, je souhaite à la structure d'élargir encore son assise dans les 9 pays du Partenariat de Ouagadougou, mais aussi en France et à l'international tout en maintenant la qualité et la rigueur qui la caractérisent. La structuration de l'association en pôle de travail depuis 2018 est un vrai plus pour l'avenir et démontre sa volonté de poursuivre son développement !

Quels conseils donnerais-tu aux nouvelles recrues à Equipop ?

Ce que j'apprécie chez Equipop, c'est que chaque employé-e compte et peut apporter de nouvelles idées. J'ai envie de conseiller aux nouvelles recrues de s'impliquer dans la vie de l'association, pour une Equipop encore plus radieuse au profit de toutes les femmes du monde, particulièrement pour celles de l'Afrique de l'Ouest !

Remerciements

Pour mettre en œuvre sa mission, Équilibres & Populations s'appuie sur de nombreuses personnes et organisations qui partagent ses convictions et soutiennent ses interventions. Membres et bénévoles qui nourrissent la vie associative, partenaires qui appuient financièrement la structure sans lesquels les projets ne pourraient se mettre en œuvre, ONG homologues avec qui nous avons tissé des

partenariats solides et durables, expert-e-s et fonctionnaires avec qui nous co-construisons politiques et programmes, journalistes ou internautes qui relaient nos informations et messages... nous vous remercions ici tous et toutes chaleureusement pour la confiance accordée. Ce rapport a pour objet de vous rendre compte de l'impact du travail effectué.

Nous remercions en particulier :



Suivez l'actualité d'Équilibres & Populations au quotidien



Sur notre site internet

equipop.org

Pour s'informer et agir.



Sur Twitter

[@Equipop_Ong](https://twitter.com/Equipop_Ong)

Pour suivre notre actualité
et celle de notre secteur
en temps réel.



Via notre newsletter

Pour recevoir régulièrement
un résumé des moments
forts qui ont marqué
notre actualité.



Sur Facebook

[facebook.com/Équilibres.
Populations](https://facebook.com/Équilibres.Populations)

Pour découvrir des contenus
exclusifs et partager avec
notre communauté.



Sur Instagram

[@Equipop_Ong](https://www.instagram.com/Equipop_Ong)

Pour découvrir les coulisses
d'Equipop en images.



Sur Youtube

Équilibres & Populations
Pour suivre l'actualité
d'Equipop et du secteur
en vidéo.



Sur LinkedIn

[linkedin.com/company/
equilibres-populations/](https://linkedin.com/company/equilibres-populations/)

Pour se tenir informé-e des
actualités et innovations
d'Equipop dans le secteur.

Rapport d'activités

Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable. Notre mission se décline en trois volets complémentaires : impulser, mobiliser et accompagner.

Crédits

Le rapport d'activités est également disponible sur le site internet : www.equipop.org

Conception et réalisation

Direction de la publication :

Aurélie Gal-Régniez

Rédaction en chef :

Marguerite Bannwarth et Nathalie Perrotin-Milla

Rédaction : Aurélie Gal-Régniez,

Nathalie Perrotin-Milla, Elise Petitpas, Dominique Pobel, Nicolas Rainaud, Benjamin Sitbon, Brigitte Syan

Secrétariat de rédaction :

Julia Heres Garcia, Marion Lambert, Nathalie Perrotin et Nicolas Rainaud

Création : Jean-Luc Gehres

www.welcomedesign.fr

Photographies :

Christophe Abramovitz

Ananias Leki

Equipop

Guillaume Bassinet

Impression :

Simon Graphic, Ornans

Ce document est imprimé sur du papier certifié.



Équilibres & Populations

www.equipop.org

info@equipop.org

Siège

6 rue de la Plaine

75020 Paris - France

Tél : +33 (0)1 74 01 71 24

Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau Afrique de l'Ouest

BP 1660 Ouagadougou 09

Burkina Faso

Tél / Fax : (+226) 25 40 88 02